

[Texte]

Le premier projet est le programme gouvernemental-syndical de détachement d'employés récemment approuvé par le Cabinet. L'objet de ce programme est d'encourager et de faciliter l'échange temporaire de personnel entre les organisations syndicales et la Fonction publique fédérale. Nous croyons que c'est une excellente façon pour les fonctionnaires et les syndicalistes de mieux connaître et de mieux comprendre le travail, les politiques et les vues de l'autre partie. A long terme, cela permettra un dialogue plus constructif et plus informé entre les cadres du gouvernement et les syndicats. La somme de 1.9 million de dollars, étalée sur les trois prochaines années financières, sera allouée à ce programme. Elle servira principalement à défrayer les salaires versés par les syndicats et les ministères qui recevront des participants, et ce lorsqu'aucun autre arrangement n'aura pu être pris.

• 1120

Monsieur le président, le deuxième projet annoncé dans le Discours du Trône est la création d'un fonds destiné à appuyer la recherche sur les effets du changement technologique sur les individus et la société. Ce fonds permettra aux syndicats et aux groupes féminins en particulier d'effectuer des recherches qui leur fourniront des données fort utiles sur les effets de la technologie. La somme de 5.5 millions de dollars sera consacrée à cet important projet au cours des trois prochaines années financières.

Comme vous pouvez le constater, monsieur le président, ces deux projets ne figurent pas dans le Budget principal. Ils ont donc dû être placés au Budget supplémentaire (B) qui vous est soumis.

Je voudrais vous parler d'un autre projet qui vise à favoriser une collaboration plus productive entre les partenaires économiques. Il s'agit de la création du Centre canadien du marché du travail et de la productivité. Les représentants syndicaux et d'entreprises qui composent ce centre s'attaqueront aux questions importantes touchant le marché du travail et le milieu du travail. Le centre pourrait bien devenir un institut d'une valeur inestimable pour notre société. Pour 1984-1985, les crédits consacrés à la direction de la croissance de la productivité et de l'emploi, c'est-à-dire à peu près 5 millions de dollars, seront fournis par Travail Canada. Encore une fois, monsieur le président, puisqu'il s'agit d'une nouvelle initiative, on ne retrouvera pas cette somme dans notre Budget principal. Vous la retrouverez cependant au Budget supplémentaire (A).

Je voudrais enfin faire quelques remarques sur ce qui constitue indiscutablement l'une des questions les plus urgentes, et à laquelle je me suis brièvement référé précédemment. Il s'agit des jours ouvrables perdus à cause d'accidents de travail. Les premiers calculs révèlent qu'en 1982, au Canada, plus de 15 millions de jours ouvrables ont été perdus à cause d'accidents de travail, c'est-à-dire presque deux fois et demie le nombre de jours perdus à cause de grèves et de lock-outs. Les indemnités qui ont été versées pour ces accidents ont atteint plus de 2 milliards de dollars en 1982, et les coûts indirects de ces accidents de travail ont été évalués à quelque 7.8 milliards de dollars. Il s'agit évidemment d'une situation inacceptable, d'une situation honteuse dans le contexte

[Traduction]

The first concerns the labour/government employee secondment program recently approved by Cabinet. The purpose of this program is to stimulate and facilitate temporary assignments of staff between labour organizations and the federal public service. We believe that this is one way, an excellent way, to give both public servants and trade unionists a better understanding of the operations, policies and goals of their counterparts. In the longer run, it will permit a more informed and effective dialogue to occur between government and labour at the level of officials. A total of \$1.9 million has been allocated over the next three fiscal years, principally to cover the salary costs to labour organizations and departments hosting participants, when other arrangements cannot be made.

Mr. Chairman, a second initiative announced in the Speech from the Throne is the creation of a fund to support research into the social and human implications of technological change on individuals and society. This fund will allow labour and women's groups, in particular, to carry out projects which will provide them with much needed information on the impact of technology. A total of \$5.5 million over the next three fiscal years will be allocated to this important project.

As you can see, Mr. Chairman, these two projects do not figure in the Main Estimates. They therefore had to be included in Supplementary Estimates (B) which is submitted to you.

I would like to talk about another important project which is meant to advance more productive co-operation among the economic partners. This is the establishment of the Canadian Labour Market and Productivity Centre. Composed of labour and business representatives, the centre will address key issues facing the labour market and the workplace and should become an invaluable institution in our society. Funding for the Productivity and Employment Growth Branch is provided by Labour Canada in the amount of \$5 million in 1984-1985. Again, Mr. Chairman, because this is a new initiative, this amount will not be found in the Main Estimates. You will however find it included in Supplementary Estimates (A).

Finally, I would like to make a few comments on an area that is unquestionably one of the most significant labour issues requiring urgent action on our part and to which I have already briefly referred. It is the question of the number of work days lost due to accidents at the workplace. Preliminary figures indicate that in 1982, in Canada, over 15 million work days were lost due to accidents at the workplace, that is more than two and a half times as many as were lost due to strikes and lockouts. Mr. Chairman, compensation costs reached almost \$2 billion in 1982, with indirect costs estimated at \$7.8 billion. This situation is, of course, unacceptable and shameful in our modern Canadian context. We are a developed country which, in theory, has available to it all necessary means to